

**Institut de Stratégie Comparée**

---

*Notes sur la guerre  
en Ukraine*

**Version n°1 – Mardi 29 mars 2022**



# *Notes sur la guerre en Ukraine*

<i>La grande rupture</i>	
Georges-Henri SOUTOU .....	3
<i>La modernisation capacitaire russe à l'épreuve des réalités</i>	
Joseph HENROTIN .....	12
<i>Les enjeux stratégiques de la mer d'Azov</i>	
Martin MOTTE .....	21

## Ont collaboré à ce document

Joseph HENROTIN, rédacteur en chef de *Défense & Sécurité Internationales*, est chargé de recherches à l'Institut de Stratégie comparée.

Martin MOTTE, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, est chargé de recherches à l'Institut de Stratégie Comparée.

Georges-Henri SOUTOU, professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, est président de l'Institut de Stratégie Comparée.

# *La grande rupture*

Georges-Henri SOUTOU

**L**a guerre en Ukraine suscite un torrent de commentaires et de réactions, d'émotions et de désinformations. Le ton de certains grands organes de la Presse occidentale elle-même est de plus en plus militant voire guerrier<sup>1</sup>. On laissera aux historiens de l'avenir le soin de démêler l'écheveau des responsabilités réciproques, comme les conséquences du fait que les accords de Minsk de 2015 n'ont pas été respectés de part et d'autre, et pas non plus par Kiev. Mais le président Poutine, en déclenchant son intervention militaire, en passant de la politique d'influence que pratiquait Moscou vers l'« *étranger proche* » à une volonté de prise de contrôle beaucoup plus stricte et dont on se demande si elle comporte encore des limites, en sortant de l'ambiguïté qui marquait sa politique, a introduit un glissement dans les plaques tectonique du système international : en ce moment nous avons affaire à un bouleversement des structures de l'après-Guerre froide.

Il est trop tôt pour une évaluation militaire, même s'il est clair que les états-majors vont étudier la campagne fort attentivement. Il est évident qu'au départ Moscou pensait triompher facilement, un peu comme l'Armée rouge avait occupé la Tchécoslovaquie en 1968. Mais cela n'a pas été le cas. Du coup certains croient pouvoir annoncer l'échec de l'opération.

En effet, les limites des Russes en matière de logistique et de communication sont patentées<sup>2</sup>. Après une tentative de guerre-éclair avec forces spéciales et parachutistes, qui a échoué, ils sont passés à une forme de guerre plus classique, avec des forces beaucoup plus (trop) lourdes et ralenties par les problèmes cités plus haut. Les forces ukrainiennes ont paraît-il pu infliger des dégâts considérables avec leurs drones d'origine turque et leurs armes antichars ou antiaériennes individuelles<sup>3</sup>. D'autre part, depuis l'an dernier, des équipes du commandement cybernétique américain étaient en Ukraine pour tester et évaluer les vulnérabilités du pays dans ce domaine et aider les Ukrainiens à y remédier<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Un bon exemple : la *Neue Zürcher Zeitung*, publication-phare du libéralisme suisse depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, en date du 19 mars 2022.

<sup>2</sup> Elles sont décrites de façon très complète dans la *Fankfurter Allgemeine Zeitung* du 13 mars 2022.

<sup>3</sup> 17 000 armes antichars occidentales ont été livrées début mars, d'après le *Financial Times* du 10 mars.

<sup>4</sup> Même source.

Si, pour finir, l'opération de Poutine échoue (il a de toute évidence sous-estimé la résistance ukrainienne et les possibilités des armements fournis par les Occidentaux, qui permettent une forme de « *techno-guérilla* »<sup>5</sup>), la Russie se trouvera dans une situation très difficile<sup>6</sup>. Au mieux, elle contrôlera en Ukraine quelques grands centres et grands axes comme en Afghanistan, mais pas vraiment l'ensemble du pays. Au pire, elle entrera elle-même dans une crise majeure et à l'issue imprévisible.

Ceci dit, d'autres scénarios sont possibles. Certains font remarquer que si les médias se focalisent sur les villes, un mouvement d'encerclement de l'armée ukrainienne à l'est du Dniepr se dessine. Certains observateurs pensent qu'elle est parvenue au bout de ses possibilités<sup>7</sup>. En même temps la question d'une « *no-fly zone* » imposée par l'OTAN dans le ciel ukrainien, que l'on croyait écartée, et par le président Biden en premier, n'est pas sortie de l'épure. Certains commentateurs occidentaux y reviennent, outre le gouvernement ukrainien lui-même<sup>8</sup>. Il est possible que les bombardements récents près de Lviv par des missiles de croisière russe (qui ont frappé une base, établie depuis des années, où des instructeurs américains ont entraîné l'armée ukrainienne, et par laquelle transitent probablement volontaires et matériels divers fournis par les Occidentaux) soient un signal déconseillant fortement toute velléité d'escalade, Moscou ayant d'autre part proclamé depuis quelques années une doctrine de « *désescalade nucléaire* » fort ambiguë. On ne peut pas exclure *a priori* une escalade, certains facteurs stabilisant du temps de la Guerre froide (voir ci-dessous) ayant disparu.

Mais si Poutine réussit, au moins partiellement, par exemple en empêchant que Kiev n'adhère pour finir à l'OTAN (on note que le président Zelenski a fait savoir qu'il était disposé à y renoncer), alors l'« *opération militaire spéciale* » aurait malgré tout obtenu certains résultats. Et dans ce cas le monde pourrait bien évoluer dans le sens que nous allons essayer d'analyser.

## UN RETOUR À LA GUERRE FROIDE ? HÉLAS, NON !

Les commentateurs évoquent souvent un retour à la Guerre froide. Si seulement c'était ça ! La Guerre froide se situait encore dans l'ère des idéologies universalistes, ouverte avec les révolutions américaine et française au XIX<sup>e</sup> siècle. Libéralisme et communisme étaient en quelque

---

<sup>5</sup> L'un des précurseurs du concept de *techno-guérilla* dans les années 1980 fut Horst Afheldt. On doit citer également Guy Brossolet, *Essai sur la non-bataille*, 1975.

<sup>6</sup> Les limites des Russes en matière de logistique et de communication sont décrites de façon très complète dans la *FAZ* du 13 mars 2022.

<sup>7</sup> Sam Cranny-Evans and Dr Sidharth Kaushal, "Not Out of the Woods Yet: Assessing the Operational Situation in Ukraine", *RUSI*, 14 mars 2022.

<sup>8</sup> Richard D. Hooker, Jr, "A no-fly zone over Ukraine? The case for NATO doing it", *New Atlanticist*, 18 mars 2022.

sorte des frères ennemis. Avant le triomphe des théories du totalitarisme, qui niaient cette parenté en mettant l'accent au contraire sur la proximité entre communisme, fascisme et nazisme, beaucoup d'acteurs et de commentateurs, jusqu'aux années 1960, pensaient que pour la Russie le communisme soviétique, par rapport au tsarisme et au passé culturel byzantin, représentait au fond une modernisation et une voie, certes très particulière, vers le modèle occidental. Le « *containment* » proposé par George Kennan en 1946 devait, en résistant à la poussée soviétique, donner le temps nécessaire à cette transformation du régime, par le biais d'une indispensable et inéluctable libéralisation de son économie et de sa société<sup>9</sup>.

Notons que l'idéologie communiste était presque une garantie de prudence : comme la victoire du communisme était « *scientifiquement* » inévitable, on pouvait se montrer progressif et prudent. Staline était en effet hyperprudent, Khrouchtchev fut renvoyé pour son « *aventurisme* » dans la crise de Cuba. Poutine, lui, est un homme pressé...

Et il décide seul, alors que les responsables soviétiques, à partir de la mort de Staline, décidaient de façon « *collégiale* » et associaient les « *partis-frères* ». L'intervention en Hongrie en 1956 fit l'objet de vifs débats au sein du Politburo. D'abord Moscou laissa la bride sur le coup aux dirigeants hongrois, avant de décider, le 4 novembre, d'intervenir brutalement. Pour la Tchécoslovaquie en 1968, l'intervention fut le résultat de semaines de débats au sein du Politburo et du pacte de Varsovie, de même pour l'Afghanistan en 1979, ou pour la Pologne en 1980 (où finalement l'armée russe n'intervint pas, la reprise en main étant confiée aux dirigeants polonais). On restait dans un cadre politico-idéologique qui avait sa cohérence, et qui était relativement prévisible : Solidarnosc échappa à l'intervention en 1980 parce que ses dirigeants surent tirer la leçon des interventions soviétiques précédentes, théorisées par la « *Doctrine Brejnev* » de souveraineté limitée des États de la Communauté socialiste. La politique russe actuelle est beaucoup plus imprévisible, justement parce que le primat de l'idéologie a disparu.

En même temps la Guerre froide a été très géopolitique. Staline en effet, dans sa vision réaliste, ne séparait pas les deux. Et les États-Unis non plus : ce sont leurs intérêts très concrets, stratégiques et économiques, qui les ont amenés dès 1945 à commencer à réagir face à Moscou, à propos de la Turquie et de l'Iran, que Staline voulait placer dans sa zone d'influence. Par la suite, les deux Grands, sur tous les continents, ont poursuivi une rivalité qui était certes idéologique, mais aussi très concrètement politico-stratégique. Et même économique, en particulier à propos du contrôle des matières premières, même si cet aspect est

---

<sup>9</sup> On se permet de renvoyer à Georges-Henri Soutou, *La Guerre froide 1943-1990*, Pluriel, 2011 ; John Lewis Gaddis, *George F. Kennan. An American Life*, The Penguin Press, New York, 2011.

moins souligné<sup>10</sup>. En fait, les deux éléments s'entrecroisaient, dans des proportions variables.

## LE RÉVEIL DE LA RUSSIE

A la fin de la Guerre froide, l'affrontement idéologique s'est arrêté, mais l'affrontement géopolitique s'est poursuivi. Certes, Gorbatchev, en 1990-1991, a donné la priorité à l'entente avec l'Occident et a accepté que les États-Unis écrasent l'Irak, vieux client de Moscou, sacrifiant ainsi des positions russes essentielles au Moyen Orient. Mais on a pensé trop facilement à l'Ouest que Moscou acceptait le « *Nouvel ordre mondial* » proclamé par George Bush en 1991. En fait il y avait des résistances : dès 1991 un hiérarque soviétique spécialiste du Moyen-Orient, Primakov (qui deviendra plus tard ministre des Affaires étrangères), tenta de soutenir Saddam Hussein contre la coalition organisée sous l'égide de l'ONU, avec évidemment l'accord de nombreux cercles moscovites<sup>11</sup>. Et par la suite, même si Moscou acceptait de collaborer avec les Occidentaux dans le domaine du contrôle des armements, acceptait avec bien des ambiguïtés de ne pas faire obstacle à la coalition contre la Serbie en 1995<sup>12</sup>, et au moins jusque vers 1995 donnait l'impression de vouloir adopter le modèle politico-économique occidental, très vite reprenait une politique plus traditionnelle. Le premier tournant fut sans doute marqué par les deux guerres en Tchétchénie, en 1994 puis en 1999, donc sous Poutine (sa première action géopolitique d'éclat...).

Un deuxième tournant fut l'intervention russe contre la Géorgie en 2008, puis il y eut la prise de la Crimée en 2014, puis l'intervention en Syrie à partir de 2015. Pendant ce temps, si Poutine s'était déclaré prêt à soutenir la guerre américaine contre le terrorisme en 2001, s'il ne s'était pas opposé à la résolution de l'ONU concernant la Libye en 2011, il remettait de plus en plus en cause les différents accords avec les Américains et les Occidentaux en matière de désarmement ou de contrôle des armements, comme le traité de 1988 prohibant les armes nucléaires à portée intermédiaire (notons cependant que le président Bush, en 2004, avait dénoncé le traité ABM de 1972, qui interdisait la mise en place d'armes antibalistiques, et que les États-Unis commencèrent à installer en Europe orientale des bases antimissiles dont les Russes pensent qu'elle pourrait compromettre l'efficacité de leur force de

---

<sup>10</sup> Georges-Henri Soutou, « Marx et Mercure : place générale de l'économie dans les relations est-ouest pendant la guerre froide », sous la direction de Jean Baechler et Georges-Henri Soutou, *Guerre, économie et fiscalité*, Hermann, 2016.

<sup>11</sup> Evguéni Primakov, *Missions à Bagdad. Histoire d'une négociation secrète*, Le Seuil, 1991.

<sup>12</sup> Larissa Zakharian, « La Russie et la guerre du Kosovo », mémoire présenté devant l'Université du Québec à Montréal en novembre 2007.



dissuasion : la dégradation des relations n'a pas été purement unilatérale)<sup>13</sup>. Mais avec le recul, l'affaire ukrainienne paraît prolonger la courbe de la politique russe, de plus en plus offensive<sup>14</sup>.

## LES PROJETS RUSSES

Certes nous manquons encore d'informations pour décrire avec certitude les développements des années de l'après-Guerre froide. Mais que peut-on savoir des conceptions d'ensemble qui commandent l'action russe ? Le cadre général n'est pas dissimulé. Ce n'est pas le retour au communisme ou à l'URSS, Poutine a toujours dit que ce ne serait ni souhaitable ni possible. Il y a néanmoins une notion qui s'en rapproche, c'est celle de l'« *étranger proche* », avec un facteur bien réel que Poutine a souligné sans relâche : l'éclatement de l'URSS a laissé 25 millions de Russes dans des pays devenus désormais étrangers<sup>15</sup>. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'y jouent pas un rôle, et parfois déterminant, comme en Asie centrale, ou crucial, comme en Transnistrie, avec la présence de très importantes forces russes, région dont on pourrait entendre parler prochainement. Au contraire, ils sont parfois devenus des minorités relativement nombreuses mais mécontentes, comme dans les Pays baltes.

Une question importante : comment Poutine voit-il les enjeux économiques en cause (importance du marché européen pour son gaz et son pétrole, pour ses produits agricoles ? Possibilités de rebasculer cela vers la Chine et l'Inde ? Problèmes monétaires et financiers posés par les sanctions occidentales et possibilité de les contourner grâce à Pékin ? Et problème posé par les équilibres de pouvoir en Russie même ?). Comment arbitre-t-il entre facteurs économiques, politiques, géopolitiques ? On aurait tendance à penser que pour lui, « *l'Intendance suivra* », mais en fait on est très peu informé sur cette question capitale<sup>16</sup>.

D'autre part les Russes (et pas seulement Poutine, son départ ne changerait rien sur ce point) sont convaincus de la proximité historique, ethnique, culturelle entre la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Il y a même un courant qui inclut dans cette vision tous les Slaves orthodoxes, ce qui va loin : c'est un ethno-nationalisme qui concerne également, par exemple, les Serbes<sup>17</sup>.

---

<sup>13</sup> Jean Baechler et Georges-Henri Soutou (*dir.*), *Le Retour du nucléaire militaire*, Hermann, 2019.

<sup>14</sup> Nathalie Sarrotte, historienne spécialiste de la phase finale de la Guerre froide : "Russia, Ukraine and the 30-year quest for a post-Soviet order", *Financial Times*, 25 février 2022.

<sup>15</sup> *Oliver Stone interviews Vladimir Putin*, Hot Books, 2017.

<sup>16</sup> Un essai : Jökull Hafthor Johannesson, David Clowe, "Energy Resources and Markets – Perspectives on the Russia–Ukraine War", *European Review*, 1–20 (2020).

<sup>17</sup> *Nationalist and Imperial Thinking Define Putin's Vision for Russia*, Neil Melvin, RUSI, Whitehall, London, 2 mars 2022, Sorbonne Université Presses, 2021.

On peut dire d'ailleurs que Poutine a élevé cette orientation culturelle et historique au niveau d'une quasi-idéologie officielle, en y incluant le refus de l'orientation politique et sociétale de l'Occident actuel. On assiste donc si on veut à une nouvelle opposition idéologique Est-Ouest, même si les termes en sont fort différents, et même si désormais la géopolitique domine, ce qui n'était pas le cas avant 1990.

Notons ici que le foisonnement idéologique dans la Russie actuelle (y compris l'« eurasisme » propagé par Alexandre Douguine) est complexe et pas toujours facile à relier aux paramètres fondamentaux du pouvoir poutinien. Pour s'orienter, on lira Françoise Thom, *La Marche à rebours. Regards sur l'histoire soviétique et russe* (Sorbonne Université Presses, 2021). Et le très clair et très important entretien d'Yves Hamant dans *Esprit*, le 17 mars 2022 : « *Le Poutinisme, un phénomène multifactoriel* ».

Si on ajoute à ces orientations politico-idéologiques les évidentes zones géopolitiquement capitales pour Moscou, de la mer Noire à la Baltique et au Moyen Orient<sup>18</sup>, et la politique affirmée tendant à tout faire pour maintenir l'OTAN le plus éloigné possible de la Russie, on voit se dessiner un ensemble au moins idéal (son degré de réalisation dépendra des circonstances, Poutine est aussi capable de stratégie et de tactique), ensemble qui s'étendrait sous telle ou telle forme jusqu'à la frontière orientale de la Pologne, aux Balkans occidentaux, à l'Asie centrale, le tout appuyé sur une Chine dont Poutine s'est beaucoup rapproché, et qui pour l'essentiel, malgré certaines précautions diplomatiques, paraît jusqu'à maintenant le soutenir<sup>19</sup>.

## LA GÉOPOLITIQUE AMÉRICAINE

De leur côté, les Américains ont aussi fait depuis toujours de la géopolitique, à côté de la promotion de l'*American Way of Life* » (c'est-à-dire d'un libéralisme à la fois politique et économique)<sup>20</sup>. Si on ajoute que la stratégie opérative américaine, c'est-à-dire la stratégie au niveau

---

<sup>18</sup> On notera en particulier les offensives militaires russes en ce moment pour relier le Donbass à la Crimée via Marioupol, et vers l'Ouest jusqu'à peut-être Odessa et la Transnistrie, qui donneraient le contrôle de la plus grande partie des côtes de la mer Noire à Moscou ?

<sup>19</sup> *Financial Times* du 15 mars 2022.

<sup>20</sup> Paul H. Nitze, *From Hiroshima to Glasnost*, Grove Weidenfeld, New-York, 1989. Olivier Zajec, *Nicholas Spykman, 1893-1943 : l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2016. Thomas J. Wright, *All Measures Short of War. The Contest for The 21<sup>st</sup> Century and The Future of American Power*, Yale UP, 2017. Michael J. Green, *By More Than Providence. Grand Strategy and American Power in the Asia Pacific Since 1783*, Columbia UP, 2017.

d'un théâtre, a toujours été celle de l'attaque directe des forces principales de l'adversaire, de la deuxième guerre mondiale à l'Irak, on a affaire à un ensemble géopolitique fort cohérent, que le discours sur le multilatéralisme et l'ordre international « *fondé sur des valeurs* » ne doit pas occulter<sup>21</sup>.

Quant à l'Ukraine, par sa situation et par ses ressources, elle a toujours été un enjeu essentiel entre la Russie et ses voisins occidentaux, l'Allemagne pendant les deux guerres mondiales, les États-Unis après la Guerre froide. Si, à la fin de la Guerre froide, les Américains souhaitaient plutôt le maintien du territoire de l'URSS, craignant les effets de l'anarchie post-soviétique, si le Président George Bush avait pu conseiller aux Ukrainiens en mai 1991, lors d'une visite à Kiev, de rester dans le giron de l'URSS (tout comme quelques jours après François Mitterrand), et si les Américains avaient promis à Moscou (verbalement) que l'OTAN ne serait pas élargie, à partir de 1994, Washington promut son élargissement constant, souhaitant même y faire entrer l'Ukraine et la Géorgie dès 2008<sup>22</sup>. Et les États-Unis soutinrent et saluèrent la révolution de la place Maïdan en 2013<sup>23</sup>. Et au moins dès 2015, leurs différents services et *Think Tanks* commençaient à réfléchir sur les sanctions et mesures militaires de toute nature qui sont désormais appliquées. Soyons clair : il s'agit d'éliminer la Russie comme puissance mondiale<sup>24</sup>.

Parallèlement les États-Unis abandonnaient un axe majeur de leur politique depuis les années 1970, consistant à placer un coin entre Moscou et Pékin<sup>25</sup>. Maintenant c'est plutôt le contraire : Washington s'engage sur deux fronts et pourra encore moins tolérer que les Européens aient la tentation de faire bande à part. La possibilité d'une coopération, même difficile, avec Moscou, est désormais exclue.

D'autant plus que le messianisme libéral, un peu oublié sous la présidence Trump, est revenu au premier plan, comme le montre un article énérgique accordé par Francis Fukuyama, le chantre de la « *fin de*

---

<sup>21</sup> Andrew Roberts, *Masters and Commanders. Four Titans Won the War in the West, 1941-1945*, Harper, 2009.

<sup>22</sup> Jack Matlock, *Autopsy on an Empire: The American Ambassador's Account of the Collapse of the Soviet Union*, Random House, 1995. Rodric Braitwaite, *Across the Moscow River. The World Turned Upside Down*, New Haven, Yale UP, 2002.

<sup>23</sup> Zbigniew Brzeziński, *Le Grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Fayard, 1997.

<sup>24</sup> On renvoie le lecteur aux publications de la *Rand Corporation*. Par exemple : James Dobbins, *Overextending and unbalancing Russia*, 2019 ; Stephen Watts, Bryan Rooney, Gene Germanovich, Bruce McClintock, Stephanie Pezard, Clint Reach, Melissa Shostak, *Deterrence and Escalation in Competition with Russia*, 2022 ; Stephen Watts, Sean M. Zeigler, Kimberly Jackson, Caitlin McCulloch, Joe Cheravitch, Marta Kepe, *Countering Russia: The Role of Special Operations Forces in Strategic Competition*, 2021.

<sup>25</sup> *Kissinger Transcripts: The Top Secret Talks With Beijing and Moscow* (Henry Kissinger, William Burr), 1999.

*l'histoire* » en 1990, à la *Neue Zürcher Zeitung*, le 18 mars dernier : « *Seule une défaite des troupes russes peut mettre fin au carnage* ».

## ET LES EUROPÉENS ?

Pendant ce temps les Européens suivaient très mollement les États-Unis. Il est vrai que depuis les années 1970, ils s'étaient rendus de plus en plus dépendants du gaz et du pétrole russe, et à partir de 1991 du marché russe ! C'est cette dépendance que Washington veut désormais rompre en prenant la tête du mouvement en faveur de sanctions de plus en plus radicales : privée des matières premières et de l'énergie russe, privé du marché russe, de nouveau très dépendante des États-Unis, en particulier pour leur énergie, l'Union européenne ne risquera pas de s'émanciper.

Certes, la crise actuelle en Ukraine conduit beaucoup d'observateurs à penser que l'Union va enfin se doter d'un véritable système de défense. Certes, le gouvernement allemand vient d'annoncer une considérable augmentation de son budget militaire. Certes, Bruxelles finance des livraisons d'armes des pays membres à l'Ukraine (500 millions d'euro, peut-être rapidement un milliard). Certes, Josep Borrell, le haut représentant de l'Union, veut relancer le projet d'une « *force de réaction rapide* » européenne de 5 000 hommes. Mais il est clair que l'on verra en fait la revitalisation de l'OTAN, ce qui, étant donné la gravité de la crise actuelle, est d'ailleurs compréhensible.

Quant aux réactions réelles de l'Union, en dehors d'une perspective d'adhésion ouverte à Kiev, elles constituent essentiellement en sanctions massives et sans précédent contre la Russie, y compris sur le plan culturel, ce qui est inouï, sanctions tout à fait dans la lignée de l'« *internationalisme kantien* », apparu lors de la première guerre mondiale<sup>26</sup>. Cela ne devrait pas modifier le tableau d'ensemble tracé dans ces lignes. Ajoutons que le contrecoup des sanctions va provoquer en Europe une considérable récession, aux conséquences sociales et politiques encore incalculables<sup>27</sup>.

Donc on reviendrait peu ou prou au monde des années 1950, avec une immense masse eurasiatique, que rejoindrait l'Inde et les pays arabes, et en face la thalassocratie américano-occidentale, la guerre en Ukraine ayant provoqué une radicalisation et une montée aux extrêmes toute clausewitzienne ? Si cette hypothèse devait se vérifier, on serait fort loin de la mondialisation libérale, progressive mais triomphante, annoncée dans les années 1990...

---

<sup>26</sup> Nicholas Mulder, *The Economic Weapon: The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War*, Yale UP, 2022.

<sup>27</sup> FAZ du 13 mars, *Financial Times* du 15 mars.

Certes, la France et l'UE, dans tous les cas de figure, auraient tout intérêt à maintenir autant que possible leur autonomie d'observation et d'interprétation, leur capacité d'action, y compris financière, un minimum de sécurité énergétique, leurs compétences en matière militaire, et à se doter des moyens nécessaires pour pouvoir faire entendre leur voix dans l'ensemble occidental qui va très vraisemblablement se reconstituer face à la Russie, et pour longtemps, et ce quelle que soit, à court terme, l'issue de la crise ukrainienne. Mais y parviendront-elles ?



## *La modernisation capacitaire russe à l'épreuve des réalités*

*Joseph HENROTIN*

Dans la foulée de la guerre de Géorgie, en 2008, la Russie a lancé une réforme profonde au regard de retours d'expérience montrant une série de difficultés. Menée sous la tutelle d'Anatoly Serdyukov (en poste de février 2007 à novembre 2012), elle devait permettre une modernisation globale qui n'avait pu être menée précédemment<sup>1</sup>. La nouvelle réforme était globale, systémique, et touchait les plans de l'entraînement ; de la formation ; du recrutement ; des infrastructures mais aussi de l'organique et des moyens. Elles n'ont pas été totalement menées à leur terme, le nouveau ministre de la défense, Sergey Shoygu, se montrant plus prudent, notamment sur la réforme du corps des officiers ou encore l'abandon de la conscription au profit d'une armée professionnelle – un aspect de la réforme qui s'est heurté au manque de volontaires. Au plan organique, la réforme a été menée en bonne partie, mais la transition vers une structure uniquement centrée sur des brigades a été pour partie neutralisée, avec le maintien de plusieurs divisions<sup>2</sup>.

La réforme lancée par Serduykov promettait également beaucoup au niveau de la modernisation capacitaire, qui est l'objet de cette analyse. Elle s'appuyait en particulier sur des plans pluriannuels de financement et d'achats, offrant à l'industrie de défense une visibilité sur ses rentrées et sur les plans de charge, tout en permettant un meilleur contrôle des dépenses effectives, dans un contexte restant marqué par la corruption et l'évaporation d'une partie du budget. La modernisation capacitaire était une gageure : depuis 1991, l'armée russe n'a fait entrer en service que

---

<sup>1</sup> Voir Carolina Vendil Pallin, *Russian Military Reform: A Failed Exercise in Defence Decision Making*, Routledge, London, 2007.

<sup>2</sup> Sur l'évolution récente des forces russes et la réforme et ses avatars, voir notamment Isabelle Facon, *La Nouvelle armée russe*, L'Inventaire, Paris, 2021 ou encore Mark Galeotti, *The Modern Russian Army, 1992-2016*, Osprey Publishing, 2017.

peu de systèmes conventionnels neufs – priorité étant donnée à la dissuasion – et le seul entretien des matériels conservés a absorbé bon nombre de ressources, avec un effondrement de l'activité d'entraînement. La problématique s'est encore accrue avec la crise financière de 1998. Les budgets ont ensuite évolué à la hausse de manière régulière, mais l'annexion de la Crimée et l'appui de Moscou aux séparatistes du Donbass a provoqué une première vague de sanctions qui ont forcé la Russie à devoir revoir la distribution de son budget national, retardant son programme de modernisation<sup>3</sup>.

### ASPECTS MATÉRIELS DE LA SOUS-PERFORMANCE RUSSE

La sous-performance russe en Ukraine, notoire, n'est cependant pas seulement explicable par les aléas de la réforme et de son financement. Aucune réforme et aucune modernisation capacitaire ne peut compenser un plan mal conçu, qui plus est s'il est mal exécuté. L'adaptation de l'armée ukrainienne et sa détermination à combattre importent également et si des variables technocentrées comme la puissance de feu, l'aptitude à la manœuvre et le renseignement permettent de contrer cette adaptation, une série de déficits non résolus, ou encore des problèmes dans l'utilisation du matériel, peuvent aggraver les difficultés de l'armée russe. Il faut ici souligner, avant de nous engager plus avant sur les forces et les faiblesses de la modernisation russe, que la structure même des exercices conduits par la Russie depuis les années 2010 – qu'ils aient été planifiés ou relevant d'exercice-surprises – a peut-être également contribué aux problèmes rencontrés.

Centrés sur la mobilisation et la projection de forces et impliquant parfois plusieurs centaines de milliers d'hommes, ces exercices pouvaient déboucher sur des phases de mise en action. Cependant, elles ne concernaient qu'une partie des forces engagées, sur de courtes distances. La manœuvre simultanée d'un grand nombre de grandes unités opérant sur plusieurs axes de progression plus ou moins contigus et sur des centaines de kilomètres a surtout été pratiquée via des simulations informatiques. Cet aspect importe particulièrement dans le cadre d'une analyse techno-capacitaire : des opérations de combat réelles impliquent une coordination sans faille via notamment des systèmes de commandement et de communication – qui ont posé problème en Ukraine – tout comme elles donnent à la logistique de combat une position centrale ; logistique qui a également connu plusieurs problèmes.

---

<sup>3</sup> Keith Crane, Olga Olikier et Brian Nichiporuk, *Trends in Russia's Armed Forces. An Overview of Budget and Capabilities*, Rand Corp., Santa Monica, 2019.



## LA QUESTION LOGISTIQUE

S'il est encore trop tôt pour extraire toutes les leçons de la guerre, il faut cependant constater que cette dernière confirme au premier chef l'importance du respect du processus DORESE (Doctrine, Organisation, Recrutement, Entraînement, Soutien, Equipement) pour la mise en place ou la modernisation d'une capacité. Dans le seul domaine logistique, le renouvellement capacitaire a eu lieu depuis le début des années 2000, avec l'achat d'un grand nombre de camions. D'un point de vue doctrinal, ces camions devaient former un train opérant dans des zones sécurisées, depuis des points de débarquement ferroviaires. Or, une partie des itinéraires ne sont pas sécurisés, les territoriaux ukrainiens harcelant les flux logistiques. Conduits par de jeunes recrues peu formées, les camions feront également face à un défaut de soutien en dépit de leur nouveauté : stockés dans des conditions inappropriées et mal entretenus, ils ont rapidement vu une série de pannes et de crevaisons de pneus. L'adaptation aux grands froid – usants pour les caoutchoucs – pose également question.

L'organique est également déficitaire avec, au sein des unités de combat, des éléments d'appuis sous-dimensionnés au regard des besoins logistiques, en particulier en munitions, dans un contexte où la Russie emploie massivement l'artillerie, dont les armes sont lourdes et encombrantes. S'y ajoute une insuffisance structurelle aux échelons plus élevés. La Russie dispose de seize armées combinées, qui ne sont appuyées que par dix brigades de soutien<sup>4</sup>. En théorie, le seul ravitaillement des lance-roquettes multiples d'une armée disposant d'une seule salve nécessiterait la moitié des camions de la brigade de soutien. Si la logistique en Russie repose en bonne partie sur le transport ferroviaire – qui assure la liaison entre les principaux dépôts et les points de débarquement où s'approvisionnent les camions –, les Ukrainiens ont pris soin de couper un certain nombre de voies et de ponts, et parfois de frapper des trains de carburant. Au Belarus, des attaques cyber puis des sabotages physiques sur le réseau ferré l'ont paralysé pour partie.

Ce qui vaut pour les munitions importe également pour le carburant, d'autant plus vital pour une série de progressions russes – dont la fameuse colonne de plus de 60 km au nord de Kiev – que le froid nocturne impose de faire tourner les moteurs, notamment pour le chauffage des personnels. De même, les systèmes antiaériens et de guerre électronique nécessitent du carburant pour le fonctionnement des radars et des systèmes, même lorsque le véhicule est à l'arrêt. Si les brigades de soutien disposent d'une capacité à déployer des pipelines tactiques en

---

<sup>4</sup> Alex Vershinin, « Feeding the Bear: A Closer Look at Russian Army Logistics and the Fait Accompli », *War on the Rocks*, 23 novembre 2021, <https://warontherocks.com/2021/11/feeding-the-bear-a-closer-look-at-russian-army-logistics/>

quelques jours, allégeant le besoin en camions, encore faut-il qu'ils soient sécurisés sur leur longueur ; ce qui, dans le contexte ukrainien, ne va pas de soi. D'autres aspects de la logistique de combat – nourriture, fournitures médicales – sont apparus comme rapidement déficitaires, avec des vols de nourriture par des soldats russes dès les premiers jours.

La question logistique s'étend également à celle des stocks de munitions, cette fois au niveau stratégique. Un des systèmes ayant bénéficié d'une certaine priorité dès les années 1990 est le missile balistique de moyenne portée *Iskander-M*<sup>5</sup>. Plusieurs centaines de ces engins ont été tirés sur des postes de commandement, des entrepôts logistiques, des bases aériennes et navales ukrainiens dès les premiers jours. On peut estimer que le tir de missiles aérobalistiques *Kinzhal*, réputés hypersoniques, dès le 19 mars, est notamment le signe d'une baisse significative des stocks de missiles *Iskander*. De gros volumes de missiles de croisière à lancement aérien et naval ont également été tirés. Dans les autres domaines, les stocks semblaient mieux fournis. Dans un certain nombre de cas, les forces russes ont pu récupérer des armements ukrainiens capturés – et *vice-versa*.

## LA QUESTION DE LA COORDINATION

Un des faits saillants de la guerre de Géorgie en 2008 fut le déficit russe en matériels de communication modernes et sécurisés. Une modernisation de l'équipement en la matière fut de ce fait lancée, par exemple avec les systèmes *Era* ou *Azart*. Officiellement opérationnels, ils ne semblent pas avoir été reçus en nombre suffisant – notamment en raison de surfacturations n'ayant pas été suivies de livraisons<sup>6</sup>. Qui plus est, certains systèmes utilisent des relais 3G et 4G dont un certain nombre ont été détruits par l'armée russe elle-même. De même, il semble que bon nombre de troupes russes aient utilisé leurs propres téléphones portables ou des radios issues du commerce pour assurer leurs communications. Corollaire, un certain nombre d'entre elles ont pu être interceptées et exploitées par les forces ukrainiennes pour la localisation des forces russes, ou encore pour une exploitation non-cinétique. L'état-major ukrainien a ainsi pu communiquer sur la mort du général Vitaly Gerasimov, neveu du chef d'état-major russe, apprise par une écoute.

Comme avec la logistique, un effort de modernisation avait donc été entrepris, mais il a été pour partie neutralisé par les opérations elles-

---

<sup>5</sup> Philippe Langlois, « La place de l'*Iskander* dans les capacités russes d'attaque dans la profondeur », *Défense & Sécurité Internationale*, n°143, septembre-octobre 2019, p. 78-81.

<sup>6</sup> Sam Cranny-Evans et Thomas Withington, "Russian Comms in Ukraine: A World of Hertz", RUSI, 9 mars 2022 - <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/russian-comms-ukraine-world-hertz>.

mêmes ainsi que par des maux plus profonds liés aux pratiques russes. S'y ajoutent également des aspects tactiques – certains officiers se plaçant trop en arrière des zones de couverture des radios – et, au plan opératif, de réels problèmes de coordination entre les armées combinées comme avec les VKS (forces aériennes). Il est cependant trop tôt pour savoir si des déficiences matérielles jouent un rôle en la matière et si oui, lesquelles.

## **GUERRE ÉLECTRONIQUE ET AVANTAGES COMPARATIFS RUSSES**

Le processus de modernisation capacitaire post-2008 avait mis en évidence plusieurs capacités considérées comme des avantages comparatifs majeurs pour la Russie, dont l'usage avait été observé en 2014 et 2015 et avait joué un rôle sur le versant organique de la réforme des brigades. En l'occurrence, cette dernière impliquait une inversion de polarité tactique où la coordination des feux d'artillerie sur base d'informations transmises par des drones, et dans un contexte de brouillage électronique des communications adverses, devait réduire le besoin en cavalerie et en infanterie. L'artillerie, couplée aux drones permettant l'observation, le tout sur fond de paralysie de l'adversaire, devenait ainsi une arme appuyée par la cavalerie et l'infanterie, et non l'inverse<sup>7</sup>.

Ces dix dernières années, la Russie a mis en service un grand nombre de micro-drones *Orlan-10* et de drones tactiques *Forpost* et *Orion* de surveillance ; ces matériels ont été abondamment utilisés en Syrie<sup>8</sup>. Ils semblent cependant avoir été employés de manière plus mesurée et assez tardivement en Ukraine, dans un contexte où la cinématique de la défense ukrainienne, d'abord centrée sur l'usage de forces territoriales, n'a pas donné prise à l'artillerie. Quelques utilisations de drones armés ont été rapportées mais dans une logique plus expérimentale qu'opérationnelle. *De facto*, les drones armés n'ont pas été un axe de la modernisation des capacités russes. Des munitions rôdeuses *KUB-LA* ont également été utilisées, mais en faible quantité.

La guerre électronique devait être, en théorie, un avantage comparatif russe majeur, développé dans la foulée des opérations en Géorgie. Un spectre particulièrement large de capacités d'écoute et de brouillage des communications, des radars et des signaux de géonavigation a été développé, avec une large série de matériels adéquats. Cinq brigades,

---

<sup>7</sup> Joseph Henrotin, « Guerre en Ukraine : le rôle de l'artillerie », *Défense & Sécurité Internationale*, hors-série n°72, juin-juillet 2020, p. 94-98.

<sup>8</sup> Yannick Genty-Boudry, « Les opérations de drones russes en Syrie », *Défense & Sécurité Internationale*, n°145, janvier-février 2020, p. 78-83.

plusieurs bataillons et de 30 à 40 compagnies ont été mises en place<sup>9</sup>. La guerre électronique était même devenue une arme à proprement parler<sup>10</sup>. Pratiquement cependant, si des éléments matériels ont bien été observés en Ukraine, ils ne semblent pas avoir pesé sur le cours des événements. Des systèmes disruptifs, comme le *RTUT-BM*, théoriquement capables de neutraliser les fusées des obus d'artillerie – et ainsi de prévenir leur explosion – n'ont pas empêché la conduite de frappes ukrainiennes alors qu'ils avaient été utilisés avec succès en 2014-2015.

Il faut y ajouter un autre avantage comparatif, lié à la défense aérienne. La philosophie russe en la matière est similaire à celle mise en œuvre durant la guerre froide, avec plusieurs systèmes se couvrant mutuellement, en fonction de l'échelon auquel ils sont engagés. Dans la pratique ukrainienne, plusieurs systèmes tactiques ont été détruits ou capturés ; et des systèmes de plus longue portée à capacité secondaire antimissile – *S-300* ou *S-400* – n'ont pas été observés en Ukraine elle-même. Un tir de missile *SS-21* ukrainien sur la base aérienne russe de Taganrog, le 1<sup>er</sup> mars, a manifestement frappé son objectif sans avoir été intercepté. Là aussi, des problèmes de coordination avec les *VKS* pourraient avoir limité la mise en œuvre des capacités antiaériennes, dans un contexte où la supériorité aérienne n'a jamais été totalement acquise par la Russie et où l'Ukraine a fréquemment été en mesure d'employer ses drones, par exemple.

## LES AVATARS DE LA MODERNISATION

Nombre d'observateurs de la guerre en Ukraine ont argué que les matériels engagés par Moscou n'étaient pas des plus modernes, ainsi les chars *T-72* ou *T-80* ou encore des systèmes d'artillerie dont la plupart avaient été conçus et mis en service durant la Guerre froide. En réalité, la notion de modernisation est ambivalente en Russie et porte sur deux efforts distincts. Le premier comprend la nouvelle génération de systèmes annoncée au début des années 2010 et dont les prototypes ont défilé en mai 2015 : chars *T-14 Armata* et véhicule de combat d'infanterie *T-15*, famille de blindés *Kurganets* et *Bumerang*, obusiers de 152 mm autoproulsés *Koalitsya* et *Malva*, mortiers lourds *Floks*. Aucun de ces systèmes n'est actuellement en service. Comparativement aux matériels antérieurs, ils représentent un véritable saut générationnel, avec une complexité technique – les tourelles des *Armata* et *Koalitsya* sont totalement automatisées, par exemple – impliquant des aléas de mise au point technique qui ont retardé leur entrée en service. Au-delà, il faut ajouter

---

<sup>9</sup> Yannick Genty-Boudry, « Guerre électronique, le multiplicateur de forces russe », *Défense & Sécurité Internationale*, n° 143, p. 98-102.

<sup>10</sup> Jonas Kjellen, *Russian Electronic Warfare. The Role of Electronic Warfare in the Russian Armed Forces*, FOI, Stockholm, 2018.

la question du financement de cette nouvelle génération dans le contexte post-sanctions de 2014.

Le deuxième effort porte sur la modernisation de chars, blindés, matériels d'artillerie et hélicoptères historiquement en service. Bon nombre l'ont effectivement été, la désignation des matériels étant suivie d'un « *M* » pour marquer leur évolution. Pratiquement, la modernisation porte souvent sur le remplacement d'éléments mécaniques ou sur l'électronique de bord, y compris les systèmes de contrôle de tir et de navigation. Mais comme souvent en stratégie des moyens, ces évolutions ont des incidences essentiellement tactiques, soit là où les différentiels techniques produisent des effets mesurables en termes de vitesse de réaction, de portée des tirs, de leurs effets, *etc.* Or, les guerres se gagnent moins au plan tactique qu'au plan opératif, dans la combinaison avisée d'actions tactiques et dans la génération d'un effet plus global sur un système adverse qui n'est pas une masse morte. La qualité des matériels ne compense pas un mauvais plan et, quand bien même la nouvelle génération de systèmes d'armes aurait été en service, les maux de l'armée russe en Ukraine sont plus profonds.

C'est d'autant plus le cas qu'aucun matériel, aussi évolué soit-il, n'est efficace si son équipage ne l'est pas. En la matière, la stratégie russe en matière de ressources humaines pose d'évidents problèmes au regard d'une action opérative complexe et des moyens de la mener. Ainsi, la majorité des sous-officiers russes sont des conscrits, ce qui n'est pas sans incidence lorsqu'il est question d'une gestion appropriée de la maintenance au jour le jour et dans la longue durée ou de la conduite d'actions aux plus bas échelons. La continuité des savoir-faire techniques est de ce fait aussi aléatoire que le moral d'unités engagées en Ukraine sans qu'hommes du rang et sous-officiers n'aient réellement été informés de leurs missions avant de passer la frontière. Une fois de plus, on ne peut essentialiser le matériel en l'isolant de son environnement d'emploi, humain, organique et bien évidemment de planification : la guerre est un sport d'équipe.

## **QUEL AVENIR POUR LA RÉFORME RUSSE ?**

Au bilan, si l'histoire des opérations russes en Ukraine reste à écrire, il faut constater que les actions terrestres ont été les plus efficaces là où les lignes de communication – et donc la charge logistique – était la plus faible. Mais il faut aussi remarquer que la perception générale d'une armée russe puissante, en cours de modernisation et appuyée sur un complexe militaro-industriel fort – et où le matériel jouait une part importante – est remise en question par la tournure des opérations. Derrière ce qui est apparu comme une surprise à bon nombre d'observateurs se cache également la question de la perception future de la

puissance russe, où la place des forces armées était importante par rapport à d'autres facteurs. Cela pose également plusieurs questions quant au devenir des forces de Moscou et à la poursuite de leur modernisation.

Quelle que soit l'issue de cette guerre, les forces de Moscou devraient chercher à remonter en puissance. Grosso modo, 50 % des forces terrestres russes ont été engagées en Ukraine. Un nombre significatif de véhicules a été engagé et nombre de munitions ont été tirées – 50 % environ des missiles de croisière au 22 mars, selon les estimations du Pentagone<sup>11</sup>. Quelles seront les conditions le reconditionnement des premiers et la reconstruction des stocks des seconds ? Au-delà de la situation économique russe et de l'allocation de fonds suffisants, l'industrie de défense russe est très dépendante des composants électroniques importés<sup>12</sup>. Si les sanctions imposées pourraient avoir une incidence sur les productions futures, il faut aussi remarquer que la pandémie de Covid a également eu pour conséquence de créer une pénurie sur ces composants. La Russie cherche à développer son autonomie en la matière, mais sa concrétisation pourrait prendre du temps.

De même, les effets de cette guerre sur le système militaire russe, le rapport des Russes à leur armée ou celle du politique au renseignement sont encore inconnus. *A priori* éloigné des aspects matériels de la modernisation, ils ont cependant une incidence très nette sur eux. En effet, l'avenir de la modernisation des forces russes, et peut-être l'établissement de nouvelles priorités, passera par un examen minutieux de leçons qui seront certainement nombreuses.

---

<sup>11</sup> « Senior Defense Officials Holds a Background Briefing », US Department of Defense, 22 mars 2022 - [https://www.defense.gov/News/Transcripts/Transcript/Article/2973395/senior-defense-official-holds-a-background-briefing/#.Yjl5p\\_McE90.twitter](https://www.defense.gov/News/Transcripts/Transcript/Article/2973395/senior-defense-official-holds-a-background-briefing/#.Yjl5p_McE90.twitter)

<sup>12</sup> Andrew Radin, Lynn E. Davis, Edward Geist, Eugeniu Han, Dara Massicot, Matthew Povlock, Clint Reach, Scott Boston, Samuel Charap, William Mackenzie, Katya Migacheva, Trevor Johnston, Austin Long, *The Future of the Russian Military. Russia's Ground Combat Capabilities and Implications for US-Russia Competition*, RAND Corp, Santa Monica, 2019.

## *Les enjeux stratégiques de la mer d'Azov*

*Martin MOTTE*

**D**epuis le début de la guerre en Ukraine, le caractère dispersé des offensives russes a frappé les commentateurs. Il traduit vraisemblablement l'auto-intoxication idéologique des Russes, qui ne pensaient pas se lancer dans un conflit de haute intensité, mais dans une « *opération militaire spéciale* » permettant de faire tomber l'Ukraine comme un fruit mûr. Conjugée à l'impressionnante résistance du gouvernement, de l'armée et du peuple ukrainiens, cette dispersion explique en grande partie le piétinement auquel on assiste depuis des semaines. Un front échappe pourtant à ce constat : celui de la mer d'Azov, dont le littoral septentrional a été pris en tenaille par les forces russes de Crimée et par celles du Donbass. Des deux grands ports ukrainiens de la région, Berdiansk est tombé dès le 27 février 2022, soit trois jours seulement après le début du conflit ; Marioupol, assiégé depuis le 3 mars, tient toujours au moment où nous écrivons ces lignes (23 mars), mais malgré le courage de ses défenseurs, sa chute d'ici deux semaines au maximum est jugée probable<sup>1</sup>. Tout se passe donc comme si la mer d'Azov occupait une place centrale dans la stratégie de Vladimir Poutine. Pour en comprendre les raisons, il faut éclairer l'actualité par l'histoire et la géopolitique.

### **LA POUSSÉE RUSSE VERS LES MERS CHAUDES**

*« S'étendre sans relâche [...] vers le Sud, le long de la mer Noire. Approcher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui y règnera sera le vrai souverain du monde. En conséquence, [...] établir des chantiers sur la mer Noire ; s'emparer peu à peu de cette mer [...] ; rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce du Levant, et*

---

<sup>1</sup> Michel Goya, « Point de situation des opérations en Ukraine », sur Twitter, 21 mars 2022.

*avancer jusqu'aux Indes, qui sont l'entrepôt du monde* »<sup>2</sup> : on aura reconnu le Pseudo-testament de Pierre le Grand, texte apocryphe dont l'élaboration semble s'être étendue de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au début du XIX<sup>e</sup>, soit plus de cent ans après la mort du Tsar en 1725. Pour autant, notait la russologue Simone Blanc, ce classique de la russophobie mobilise des thèmes bien plus anciens et ne saurait être considéré comme un « *faux uniformément grossier* » : mêlée à des affabulations et outrances patentes, on y trouve « *la présentation objective et tout à fait lucide des objectifs de la politique russe tels que la géographie les commande et tels qu'ils sont effectivement dégagés à l'époque et sous l'impulsion de Pierre* »<sup>3</sup>.

Que la percée vers les mers chaudes ait bien été l'un de ces objectifs, en témoignent les onze guerres russo-turques courant sur plus de trois siècles (1568-1878), sans compter la guerre de Crimée puis la Première Guerre mondiale. Ce que constate l'histoire, la géopolitique l'explique. « *La Russie est dans une position désavantageuse en ce qui concerne l'accès à la richesse* », écrivait Mahan en 1900, car son enclavement continental ne lui donne pas accès au grand commerce maritime<sup>4</sup> ; « *il est donc naturel et logique qu'elle soit insatisfaite, et l'insatisfaction prend facilement la forme de l'agression* »<sup>5</sup>. Cette poussée peut avoir deux objectifs : soit le golfe Persique *via* l'Iran, soit la Méditerranée *via* la mer Noire ou l'Asie mineure, car là sont « *les lignes de moindre résistance à une poussée offensive, qu'il s'agisse d'obstacles physiques à surmonter ou d'opposition des populations* »<sup>6</sup>.

Mackinder, pour sa part, exposa en 1904 sa célèbre thèse selon laquelle l'Eurasie se divise en deux grands ensembles : d'abord le *Heartland*, soit les terres dont les cours d'eau se jettent dans l'océan glacial arctique ou dans la Caspienne, donc espace purement continental coupé du réseau des mers navigables ; ensuite le « *croissant marginal* » des terres situées entre le *Heartland* et ces mers<sup>7</sup>, que Spykman devait baptiser *Rimland*<sup>8</sup>. La mer Noire appartient à ce deuxième ensemble,

<sup>2</sup> « Testament de Pierre le Grand », reproduit dans Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie*, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 681.

<sup>3</sup> Simone Blanc, « Histoire d'une phobie : le *Testament de Pierre le Grand* », *Cahiers du Monde Russe*, 1968, p. 269.

<sup>4</sup> Alfred Thayer Mayan, *The Problem of Asia*, Boston, Little, Brown and Company, 1900, p. 43.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>7</sup> Halford J. Mackinder, « The Geographical Pivot of History » (1904), traduit en français par Stefan Schütze, « Le pivot géographique de l'Histoire », *Stratégique* n°55, 1992, *passim* (cette traduction est disponible sur le site internet de l'Institut de Stratégie Comparée).

<sup>8</sup> Nicholas J. Spykman, *The Geography of the Peace* (1944), traduit en français par Olivier Zajec, *La Géographie de la Paix*, publié dans la revue numérique *Res Militaris*, vol. 4, n° 1, hiver-printemps 2014.



mais est toute proche du premier, ce qui en fait une zone disputée entre la puissance maritime en quête de marchés continentaux et la puissance continentale à la recherche de débouchés maritime (thème que Mackinder développa dans un livre ultérieur<sup>9</sup>). À l'époque où écrivaient Mahan et Mackinder, ces deux types de puissance s'incarnaient dans le Royaume-Uni et la Russie, mais l'officier américain comme le géographe britannique suggéraient que les Américains seraient vite appelés à prendre le relais d'Albion face aux Russes ; c'est le cas depuis la Guerre froide, dont les débuts virent notamment les États-Unis patronner l'adhésion de la Turquie à l'OTAN (1952) afin de surveiller le Sud de la mer Noire.

### POURQUOI LA MER D'AZOV ?

Ce qui précède montre en quoi la mer Noire est un enjeu majeur pour la Russie, mais non pourquoi l'armée russe concentre actuellement ses efforts sur la mer d'Azov, qui n'en est qu'un modeste appendice : après tout, Odessa, premier port ukrainien, semble un objectif autrement alléchant que Marioupol, en quatrième position, ou Berdiansk, bien loin derrière. Ce trafic relativement faible des ports azoviens renvoie à la médiocrité de leur cadre. Avec moins de 39 000 km<sup>2</sup>, soit à peu près la taille de la Suisse, la mer d'Azov est au 68<sup>e</sup> rang des étendues d'eau mondiales ; elle n'est reliée à la mer Noire que par le détroit de Kertch, large de 4,5 à 15 km et long de 5 ; enfin, mer la moins profonde du globe (14 mètres maximum), elle est impropre aux sous-marins.

En dépit de ces caractéristiques ingrates, la mer d'Azov est d'une grande importance stratégique. Elle est d'abord l'interface entre l'immense vallée du Don, qui parcourt la Russie occidentale sur près de 2 000 km, et la mer Noire, voie d'accès à la Méditerranée : cela en fait un maillon central des « routes du blé », d'où l'importance que lui accordèrent tour à tour les Grecs, les Romains, les Byzantins, les Génois, les Vénitiens et les Ottomans avant sa conquête par les Russes, achevée lors de la 6<sup>e</sup> guerre russo-turque (1768-1774). Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle est aussi la mer par laquelle est exportée une partie de la production charbonnière et sidérurgique du Donbass. C'est enfin un espace très poissonneux et possiblement doté de réserves en hydrocarbures.

Militairement, la mer d'Azov est indissociable de la Crimée, dont la position avancée de 200 km vers le centre de la mer Noire facilite le contrôle de la région. Deux raisons à cette solidarité. En premier lieu, les facilités logistiques offertes par le Don permettent aux Russes de concentrer en mer d'Azov les forces nécessaires à l'attaque ou à la

---

<sup>9</sup> Mackinder, *Democratic Ideals and Reality*, New York, Henry Holt and Company, 1919, notamment p. 134-136.

défense de la péninsule, alors que la route terrestre de Russie en Crimée traverse une steppe pauvre en hommes et en ressources. C'est le Don qui, en 1696, permit à Pierre le Grand de se projeter vers le Sud à la tête de 1 300 petits bâtiments portant 75 000 hommes avec tout leur matériel et leur ravitaillement. Construite à Voronej, cette flottille descendit le fleuve sur près de 1 000 km avant de déboucher en mer d'Azov et d'arracher la ville éponyme aux Ottomans<sup>10</sup>. Tel fut le début d'une lutte qui, après bien des péripéties, se conclut en 1771 sur la conquête de la Crimée par les Russes, œuvre conjointe de forces terrestres venues du Nord et d'une flottille opérant en mer d'Azov.

Maîtres de la Crimée, les soldats et marins de la Grande Catherine le furent du même coup du détroit de Kertch, de sorte que la mer d'Azov fut transformée en lac russe. D'offensive, sa fonction devint alors défensive, par quoi l'on en arrive à la seconde caractéristique militaire de cet espace : sa quasi-clôture en fait une sorte de bastion flanc-gardant l'Est de la Crimée. Il joua ce rôle pendant le siège de Sébastopol par les Franco-Britanniques (1854-1855), épisode emblématique de la lutte entre la puissance maritime et la puissance continentale ; si la grande base navale russe de la mer Noire, incomplètement encerclée, put résister pendant près d'un an, c'est en effet parce qu'elle recevait des approvisionnements dont les deux tiers transitaient par la mer d'Azov. Aussi les Franco-Britanniques, en mai 1855, durent-ils envoyer une expédition comprenant 58 navires et 3 divisions pour forcer le détroit de Kertch et détruire les dépôts logistiques de cette mer, avec pour conséquence la capitulation de Sébastopol en septembre<sup>11</sup>.

Lors de la guerre civile qui suivit la révolution de 1917, la mer d'Azov retrouva un rôle offensif par rapport à la Crimée, alors tenue par les forces blanches du général Wrangel : en 1920, la flottille bolchevique d'Azov contribua à leur défaite en liaison avec l'Armée rouge<sup>12</sup>. Pendant la seconde guerre mondiale enfin, l'Axe envahit la Crimée et conquiert la rive septentrionale de la mer d'Azov à l'automne 1941 ; restés maîtres de sa rive orientale et de sa flottille, les Soviétiques contre-attaquèrent par un débarquement à Kertch en décembre, mais en furent délogés en mai 1942. Fin 1942, les Allemands contrôlaient tout le pourtour de la mer d'Azov, mais les contre-offensives soviétiques des mois suivants en reprirent les façades orientale puis septentrionale, permettant ainsi d'y

---

<sup>10</sup> Valentin Michanov (dir.), *La Flotte de l'Empire de Russie*, trad. fr., Sommières, Romain Pages Éditions, 1996, p. 18 et 24.

<sup>11</sup> Alain Gouttman, *La Guerre de Crimée, 1853-1856*, Paris, Éditions S.P.M., 1995, p. 388 et suiv. Cet ouvrage a été réédité en 2006 chez Tempus.

<sup>12</sup> A. Ia. Pyshkin, « Azov Flotilla », *The Great Soviet Encyclopedia*, édition de 1979 (en ligne).

recréer une flottille qui contribua à la reconquête de la Crimée de novembre 1943 à avril 1944<sup>13</sup>.

Il n'est pas indifférent que le chef de cette flottille, le contre-amiral Gorchkov, ait ensuite commandé la flotte de mer Noire (1951-1955) puis l'ensemble de la marine soviétique (1956-1985) : cela illustre bien la logique multi-scalaire en vertu de laquelle le contrôle de la mer d'Azov (enjeu local) favorise celui de la Crimée (enjeu régional), qui confère à son possesseur une position centrale en mer Noire (enjeu grand-régional), laquelle, à son tour, donne accès à la Méditerranée (enjeu mondial). L'importance du bastion azovien dans ce jeu de poupées russes a encore été renforcée par la politique soviétique d'aménagement des voies de navigation intérieure. En effet, depuis l'ouverture en 1952 du canal Don-Volga, la mer d'Azov est devenue une plaque tournante du « système des cinq mers », car c'est elle qui relie la mer Noire à la Caspienne, elle-même reliée à la Baltique et à la mer Blanche.

À l'enjeu géopolitique s'est ajouté l'enjeu symbolique d'une région conquise sur l'islam tatar et ottoman, défendue contre les Franco-Britanniques pendant la guerre de Crimée – qui inspira à Tolstoï ses célèbres *Récits de Sébastopol* – et où se jouèrent des épisodes centraux de la « grande guerre patriotique » contre le nazisme. Rien d'étonnant donc à ce que beaucoup de Russes considèrent la mer d'Azov comme leur bien : ses deux principaux ports, Marioupol et Berdiansk, ont été fondés par la Russie en 1779 et 1827 (comme d'ailleurs Sébastopol en 1784 ou, à l'Ouest, Kherson en 1778 et Odessa en 1794). Au plan ethnique, les Russes sont majoritaires sur la côte occidentale de la mer d'Azov comme sur sa côte orientale et fortement présents sur sa côte septentrionale. Bref, pour Moscou, cet espace a une valeur identitaire. Le drame est qu'il en va de même pour les Ukrainiens dans la mesure où la Russie s'est en grande partie appuyée sur leurs ancêtres cosaques pour conquérir la mer d'Azov puis la Crimée. Quant à la valeur économique de l'ensemble mer d'Azov-mer Noire, elle est encore plus vitale pour l'Ukraine que pour la Russie, puisque la première n'a pas d'autre façade maritime.

## D'UNE MER INTÉRIEURE À UNE MER DISPUTÉE

À l'époque soviétique, les tensions entre la Russie et l'Ukraine étaient en principe désamorcées par l'appartenance des deux pays à la même entité géopolitique, de sorte que la mer d'Azov avait le statut de mer intérieure. Jusqu'en 1954, son littoral septentrional relevait de l'Ukraine, ses littoraux occidental et oriental de la Russie. En 1954, Khrouchtchev rattacha la Crimée à l'Ukraine, à qui échet dès lors le littoral occidental. Il s'agissait officiellement de célébrer le tricentenaire

<sup>13</sup> *Ibid.* ; voir aussi Erich von Manstein, *Mémoires*, trad. fr., Paris, Perrin, 2015, 3<sup>e</sup> partie.

du traité de Perejeslav, par lequel les Cosaques en lutte contre la Pologne s'étaient placés sous la protection de la Russie (laquelle ne leur avait reconnu qu'une vague autonomie en lieu et place de l'indépendance à laquelle ils aspiraient<sup>14</sup>). Les vraies motivations de Khrouchtchev restent débattues : volonté d'augmenter le nombre de Russes en Ukraine ? D'inciter les Ukrainiens à repeupler une région dévastée par la guerre contre l'Allemagne ? De toute façon, un tel remaniement ne tirait pas trop à conséquence en 1954 : au sein du carcan soviétique, la distinction entre l'Ukraine et la Russie n'avait guère qu'une portée administrative. Prisonnier du dogme de « *l'irréversibilité du passage au socialisme* », Khrouchtchev ne pouvait imaginer que ce carcan volerait en éclats trente-sept ans plus tard.

Avec l'indépendance de l'Ukraine, massivement approuvée par référendum le 1<sup>er</sup> décembre 1991, et la dissolution subséquente de l'URSS le 25 décembre suivant, deux États souverains se trouvèrent partager la mer d'Azov. Un premier accroc à leur cohabitation survint en 2003, lorsque les Russes installèrent unilatéralement des garde-frontières sur l'île de Touzla, dans le détroit de Kertch, et la relièrent au littoral oriental par une digue. Mais la crise s'apaisa et la déclaration conjointe du 24 décembre 2003 reconduisit la solution soviétique de la mer intérieure possédée en indivision.

L'année suivante, la Roumanie et la Bulgarie entrèrent dans l'OTAN : le littoral occidental de la mer Noire se trouvait donc rattaché au monde atlantique, comme son littoral méridional l'avait été en 1952. Quant à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie, évoquée en 2008 par le Président américain G.W. Bush, elle aurait fait de la mer Noire un lac presque entièrement otanien, perspective que Paris et Berlin jugèrent impolitique vis-à-vis de Moscou. De toute évidence, la tension montait.

L'annexion de la Crimée par les Russes en février-mars 2014 en fut un nouveau signe. La mer d'Azov se trouva dès lors divisée en trois zones : les eaux septentrionales relevant de l'Ukraine, les eaux orientales relevant de la Russie et les eaux occidentales dépendant de la Crimée, donc revendiquées tant par Moscou, qui occupait la péninsule, que par Kiev, qui n'en avait pas reconnu l'annexion. Toutefois, seule la Russie avait les moyens de ses revendications, non seulement parce qu'elle alignait bien plus de navires de combat, mais parce qu'elle disposait en mer Noire de deux grandes bases navales encadrant à distance le détroit de Kertch : Sébastopol à l'Ouest et Novorossiisk à l'Est. Sur le plan commercial en revanche, l'avantage allait à l'Ukraine, qui possédait les deux seuls ports en eaux relativement profondes de la mer d'Azov, Berdiansk et surtout Marioupol.

---

<sup>14</sup> Roger Portal, *Russes et Ukrainiens*, Paris, Flammarion, 1970, chap. 3.

## L'ASCENSION AUX EXTRÊMES

C'est dans ce contexte très tendu, sur fond de guerre dans le Donbass, que Vladimir Poutine lança début 2015 la construction d'un pont enjambant le détroit de Kertch *via* la fameuse île de Touzla et reliant donc la Crimée à la côte orientale de la mer d'Azov. L'idée n'était pas nouvelle : les Allemands avaient commencé à construire un tel pont en avril 1943, mais avaient dû décrocher cinq mois plus tard devant la contre-offensive de l'Armée rouge ; les Soviétiques avaient repris et achevé les travaux à leur profit durant l'été 1944, mais à la fin de l'hiver suivant, les glaces dérivantes avaient eu raison de l'ouvrage ; en 2010 enfin, le président ukrainien pro-russe Ianoukovitch et son homologue russe Medvedev avaient remis le projet sur la table.

L'annexion de la Crimée agit comme un catalyseur, car à Moscou, un pont autoroutier et ferroviaire apparut comme le meilleur moyen de contourner un éventuel blocus terrestre de la péninsule par l'Ukraine (hypothèse qui se concrétisa partiellement fin 2015). L'ouvrage devait aussi devenir le symbole du rattachement de la Crimée à la Russie. *Last but not least*, son gabarit fut conçu pour le rendre infranchissable aux navires dépassant 33 mètres de tirant d'air... c'est-à-dire à ceux qui desservaient Marioupol et Berdiansk, les ports russes n'ayant pas la profondeur requise. Le pont fut inauguré par Vladimir Poutine le 15 mai 2018, mais les deux ports ukrainiens s'étaient trouvés en situation de semi-blocus avant même son achèvement : de 2015 à 2017, le trafic de Marioupol avait diminué de 27 %, celui de Berdiansk de 47 %<sup>15</sup>.

Le 23 septembre 2018, un bâtiment de sauvetage et/ou de commandement et un remorqueur ukrainiens entrèrent en mer d'Azov malgré des manœuvres d'intimidation russes ; ils rallièrent Berdiansk, port où se trouvaient déjà deux petites canonnières et dont le président ukrainien Porochenko déclara dans la foulée qu'il allait devenir une base navale. Le 25 novembre en revanche, deux canonnières et un remorqueur ukrainien se virent refuser le franchissement du détroit de Kertch par les Russes ; ces derniers ouvrirent le feu et arraisonnèrent la flottille ukrainienne. Les trois bâtiments furent ultérieurement restitués à l'Ukraine, mais le ton était monté d'un cran.

Cette tension croissante en mer d'Azov est vraisemblablement à corréler avec un événement survenu 1 000 km plus loin le 17 octobre 2015 : ce jour-là, des corvettes russes croisant en mer Caspienne avaient tiré une salve du nouveau missile *Kalibr* sur des bases de *Daesh* situées en Syrie (un pays mentionné dans le pseudo-testament de Pierre le Grand...). Ce fut une véritable révolution, car dans le classique référentiel mahanien et mackindérien, la Caspienne, située en plein

---

<sup>15</sup> Chiffres indiqués par Éric Raharimbolamena, « L'incident du détroit de Kertch », *Le Grand Continent* du 28 janvier 2019, consulté en ligne le 25 mars 2022.

*Heartland*, n'avait aucun intérêt géostratégique. Grâce au *Kalibr* au contraire, des navires évoluant dans cet espace peuvent annuler ou tout au moins relativiser la césure entre le *Heartland* et le *Rimland* en ciblant des objectifs jusque dans le golfe Persique. Avec sa portée de 1.500 km, le même missile tiré depuis la mer Noire couvre toute la Méditerranée orientale. Or, redisons-le, c'est la mer d'Azov qui relie la Caspienne et la mer Noire *via* le canal Don-Volga. Elle est donc un pivot essentiel de ce que le capitaine de frégate Pierre Rialland a justement nommé la « *stratégie navale continentale* » de la Russie, soit sa capacité à frapper dans les mers chaudes sans y être physiquement présente<sup>16</sup>.

L'ouverture d'une base navale ukrainienne à Berdiansk a-t-elle fait craindre à la Russie l'installation à terme de moyens anti-accès capables de menacer son contrôle de la mer d'Azov, et par conséquent sa « *stratégie navale continentale* » ? Cela expliquerait l'importance que les Russes accordent à la conquête du littoral azovien dans la guerre en cours, outre sa valeur économique et la continuité territoriale qu'il assurerait entre la Crimée et le Donbass.

Bien entendu, la mer d'Azov n'est qu'un aspect d'un problème bien plus vaste : c'est sans doute l'Ukraine entière que Vladimir Poutine espérait soumettre en lançant il y a un mois son « *opération militaire spéciale* », car comme l'écrivait en 1997 Zbigniew Brzezinski, « *sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie* »<sup>17</sup>. Mais l'impasse dans laquelle semble actuellement se trouver cette opération plaide pour des objectifs plus réalistes. Refaire de la mer d'Azov le lac russe qu'elle a longtemps été en est un, peut-être le plus pertinent au plan stratégique (du point de vue de Moscou s'entend). Reste à savoir si et à quelles conditions Volodymyr Zelensky, après avoir plusieurs fois laissé entendre qu'un compromis serait possible sur la Crimée et le Donbass, accepterait d'y inclure le littoral septentrional de la mer d'Azov.

---

<sup>16</sup> Capitaine de frégate Pierre Rialland, « La Russie développe le concept de 'puissance navale continentale' », *Revue Défense Nationale* n°790, mai 2016, p. 38-39.

<sup>17</sup> Z. Brzezinski, *Le Grand échiquier*, Paris, Bayard éditions, 1997, p. 74.

